

COMMUNIQUÉ

TCHAD UNE RÉPRESSION HÉRÉDITAIRE



Crédit: André Kodmadjingar (VOA) - Protests in Njamena, Chad, 22 January 2018.jpg Wikimedia Commons



N'Djamena, Paris et Lyon, le 29 février 2022

Le mouvement Tournons La Page, la coalition Tournons La Page Tchad et l'ONG Agir ensemble pour les droits humains documentent dans un rapport publié ce jour la répression par les forces de l'ordre des manifestations pacifiques pour l'alternance démocratique au Tchad et contre le transfert héréditaire du pouvoir qui ont marqué l'année 2021 : la répression des manifestations fait au moins 20 morts, 152 blessés et 849 arrestations.

Dans son rapport intitulé « Tchad : une répression héréditaire », Tournons La Page a documenté grâce à des interviews de manifestants, de militants de l'opposition politique, de médecins et de témoins des violations commises par les forces de l'ordre (gendarmerie et police), entre le 6 février et 11 octobre 2021.

2021 a été une année électorale lors de laquelle Idriss DÉBY ITNO a remporté un sixième mandat consécutif, avant d'être assassiné au front lors de combat contre la rébellion armée du FACT. Le même jour, son fils Mahamat Deby Itno, général à la tête de la Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État (DGSSIE), la garde prétorienne du régime, prendra alors le pouvoir en toute illégalité, par un coup d'État suspendant la constitution. Il mettra alors en place le Conseil Militaire de Transition qui dirige le pays depuis lors.

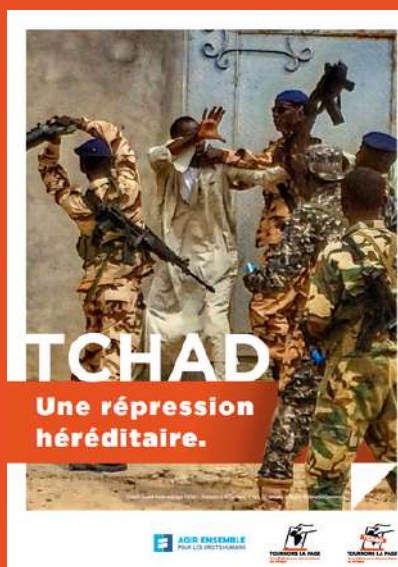
Ces deux régimes politiques s'inscrivent dans une parfaite continuité en ce qui concerne le non-respect des droits fondamentaux, particulièrement du droit à manifester. La répression des manifestations pacifiques a causé au moins 20 meurtres, 152 blessés et 849 arrestations en seulement 8 mois. Le rapport documente également les actes de torture et les conditions de détention indignes subies par les manifestants arrêtés.

Nos organisations dénoncent la fermeture presque totale de l'espace civique ainsi que les violations des libertés fondamentales depuis l'arrivée au pouvoir du Conseil Militaire de Transition. Les membres de la coalition TLP-Tchad n'ont pas été épargnés par cette répression et plusieurs ont été arrêtés et ont subi des traitements dégradants lors de leur détention. Les auteurs de ces actes de violence n'ont jamais été traduits devant la justice.

Ce rapport doit alerter la communauté internationale sur la perpétuation d'un régime autoritaire et la confiscation par les militaires de tout espoir de transition démocratique dans le pays. La communauté internationale se doit de soutenir une transition vers la démocratie fondée sur le respect des droits humains. Cette dernière ne doit pas dépasser les 18 mois prévus par la Charte de Transition qui prévoit également de remettre le pouvoir à un gouvernement civil élu au plus tard le 20 octobre 2022.

Les partenaires internationaux et régionaux du Tchad doivent mesurer l'impact néfaste de ces vagues de répression et de cette confiscation du pouvoir par une même famille pour la stabilité et le développement du pays.

En tant que mouvement international de promotion de la démocratie, Tournons La Page appelle à la solidarité entre les peuples et à la mobilisation générale pour que les vœux d'alternance démocratique et de stabilité des citoyens tchadiens puissent se concrétiser.




CONTACTS PRESSE

Laurent Duarte

Secrétaire Exécutif, Tournons La Page

 laurent.duarte@tournonslapage.org

 +33 6 38 83 13 31

Jacques Ngarassal

Coordinateur national, Tournons La Page Tchad

 sahamjacques@gmail.com

 +235 66 28 40 14

Guillaume Guichon

Chargé de communication, Agir ensemble pour les droits humains

 g.guichon@aedh.org



**TÉLÉCHARGER
LE RAPPORT**